

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 30/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOMATRANS

Quartier Grande Bastide
R N 568
13220 La Mede

Références : D-2024-1459
Code AIOT : 0006402158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement LOMATRANS implanté Quartier Grande Bastide R N 568 13161 Châteauneuf-les-Martigues. L'inspection a été annoncée le 17/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOMATRANS
- Quartier Grande Bastide R N 568 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006402158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LOMATRANS est autorisée par arrêté préfectoral n° 10-2005 du 28 décembre 2005 à exploiter une plateforme logistique associée à une activité de transport ainsi qu'une activité connexe de réparation de palettes de bois sur la commune de Châteauneuf les Martigues.

Depuis 2010, la société LOMATRANS a souhaité diversifier ses activités. Pour ce faire, les conditions

d'exploitation du site de Châteauneuf les Martigues ont été modifiées de la manière suivante :

- Stockage d'oxygène et de gaz médicaux, médicaux ou à usage médical -
- Stockage extérieur de palettes en attente de tri et réparation.
- Stockage de produits pour les piscines -
- Construction d'un nouvel atelier de tri et réparation de palettes.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Demande d'action corrective	1 mois
4	Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	Demande d'action corrective	1 mois
5	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.1. Plan des réseaux	Sans objet
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 21. Consignes	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté plusieurs non-conformités relatives à la prise en compte du risque incendie, notamment un plan de localisation des risques incomplet, des manques dans le suivi du système d'extinction automatique et l'absence d'une procédure mise en place pendant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives dans les délais mentionnés. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours
Thème(s) : Risques accidentels, Plans des locaux
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

<p>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son PDI (Plan de Défense Incendie) mis à jour le 2 mars 2023. Les plans de localisation des zones à risques incendie détaillant les fonctions des différents locaux (cellule de stockage, local de charge, ateliers palettes, entrepôt air liquide, locaux sociaux, aire de déchargement, aire de stockage, parking) sont intégrés dans le PDI du site. Le plan indique également la voie pompiers avec quatre accès pompiers : trois portails pompiers sous cadenas et l'entrée principale.</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection le plan général d'emplacement des moyens de protection incendie et un plan par bâtiment avec l'emplacement des poteaux incendie, des extincteurs, des robinets d'incendie armés (RIA) et du sprinklage. Le site comprend 6 poteaux incendie (1 poteau incendie 60 m³/h alimenté par le canal de Provence, 3 poteaux incendie 120 m³/h alimentés par le canal de Provence et 2 poteaux incendie 60 m³/h alimentés par la SEM). Les bâtiments sont équipés de RIA N5 et d'extincteurs N4. Les deux entrepôts 1 et 2 sont sous sprinkler ESFR. Le système de détection sprinklage est automatique. L'exploitant a précisé que les ateliers « palettes » sont entièrement coupe-feu et sont munis d'un rideau déluge automatique avec déclenchement manuel possible à partir du local poste. L'exploitant a précisé que l'entrepôt Air liquide est équipé de RIA et extincteurs, et d'une détection incendie à rayon infrarouge et de détecteur automatique de fumée.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a contrôlé, par sondage, l'implantation des équipements de lutte contre un incendie dans l'entrepôt 1 et dans le local de charge. L'inspection a également constaté la présence du réseau de sprinklage sur ce même bâtiment.</p> <p>Il a été constaté l'absence de description des risques associés pour chaque local présentant des risques particuliers. D'autre part, le plan ne localise pas non plus les liquides inflammables ou les matières dangereuses, notamment la cuve de fioul.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de localisation des risques devra être complété (risques particuliers et recensement des matières dangereuses et liquides inflammables à compléter) sous un mois, et adressé à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Documents de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.1. Plan des réseaux</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...]</p> <p>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des</p>

<p>disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les plans des réseaux incendie ainsi que le plan de situation des détecteurs et des moyens de lutte contre l'incendie.</p> <p>La visite du site a permis à l'inspection de constater la correspondance avec les plans fournis par l'exploitant.</p> <p>Le jour de l'inspection le plan des réseaux incendie ne présentait pas les dispositifs de protection de l'alimentation notamment l'implantation des disconnecteurs. Par courriel en date du 23/10/2024, l'exploitant a fait parvenir un plan des réseaux incendie mis à jour avec l'emplacement des disconnecteurs et des compteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 21. Consignes</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité sont établies et intégrées dans le PDI du site.</p>

<p>Le plan général est accessible à l'accueil. Les plans d'évacuation accompagnés des consignes sont visibles et disponibles dans les bureaux principaux et sont affichés sur le site à côté des issues de secours.</p> <p>L'Inspection n'a pas procédé à une revue exhaustive des consignes de sécurité.</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié que les consignes d'obligation du port d'EPI, les consignes d'évacuation ainsi que l'interdiction de fumer et d'apporter du feu sont bien affichées et visibles à l'entrée du site et également affichées dans les bâtiments visités.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installation et entretien EAI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose d'un dispositif d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant a envoyé par courriel le certificat de conformité à la règle APSAD R1 du CNPP en date de novembre 2004 pour le système de sprinkleurs.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport daté du 04 avril 2024 d'entretien triennal de l'installation sprinkleur réalisé par la société SDS Protection incendie en charge de la maintenance et du contrôle pour le site. Ce rapport fait état d'un défaut du manomètre à lecture directe poste 3HS. L'exploitant a réalisé l'action corrective toutefois le suivi des non-conformités et des actions correctives n'est pas formalisé dans un outil de suivi.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier compte rendu de vérification semestrielle du système sprinkleurs Q1 réalisé par la société SDS en date du 20 mars 2024. Ce rapport fait état de différents points de non-conformité avec risque de mise en échec du système de sprinklage.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection du stockage dans l'entrepôt 2 d'huile alimentaire, marchandises incompatibles avec le type de protection en place. Ce point est une non-conformité avec risque de mise en échec d'une protection de type ESFR. L'exploitant doit justifier à l'inspection des mesures correctives mises en place pour la mise en conformité du stockage d'huile alimentaire dans ce bâtiment avec le système d'extinction automatique d'incendie de la cellule.</p> <p>Les réseaux des postes glycolés ont été vidangés et remis sous eau en 2021 ce qui génère un risque d'échec en cas de gel de l'installation. L'inspection a vérifié que la mise en conformité a été réalisé et qu'il est bien indiqué dans le registre de sécurité le 4 octobre 2024 la mise sous glycol du poste n°2345.</p>

Le rapport préconisait également depuis 2012 d'installer un sprinkleur à l'entrée de l'entrepôt. L'exploitant a précisé que le bureau auquel il est fait référence dans le rapport n'est plus utilisé. L'inspection a vérifié sur site que le bureau n'était plus en service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier sous 1 mois à l'inspection les mesures mises en place pour la mise en conformité du stockage d'huile alimentaire dans l'entrepôt 2 avec le système d'extinction automatique d'incendie.

Dans le cadre du prochain contrôle périodique par l'organisme compétent, l'exploitant veillera à disposer d'un compte-rendu faisant clairement apparaître le suivi et la résolution des non-conformités et des observations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures compensatoires

Prescription contrôlée :

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

Constats :

En cas de défaillance du système de sprinklage, l'exploitant a déclaré que des rondes de surveillance seraient mises en place. Toutefois, la procédure n'est pas clairement établie. L'exploitant n'a ainsi pas défini les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie. L'exploitant devra donc définir des mesures de réduction des risques lors des périodes de maintenance du réseau d'extinction automatique et prendre toutes les dispositions pour que ces mesures soient opérationnelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant rédigera sous un mois la procédure formalisant ces conditions et modalités, et l'adressera à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois